



**SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020**  
**DECISION N° 2020-066- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>1 octobre 2020</b>	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 35	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 7	<b>Présents : (35)</b>
dont pouvoir(s) : 4	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 9	<b>Excusé(s) : (7)</b>
Nombre de votants : 39	Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD
Secrétaire de séance :	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (4)</b>
M. Grégory PIERRE.	Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX
	<b>Absent(s) : (9)</b>
	Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

**DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES - CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SOCIÉTÉ FRANCE FIL - VOLET "MODERNISATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF" (MAP)**

La société FRANCE FIL INTERNATIONAL, implantée à Saint-Clément-des-Levées, est dirigée par Monsieur Hadi REMITA et a pour activité la conception et la production de solutions de stockage, transport, et présentation en acier.

L'entreprise emploie 74 salariés en CDI et réalise un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros.

Dans la poursuite de son développement et afin de maintenir sa compétitivité sur des marchés très concurrentiels, l'entreprise souhaite acquérir une ligne de montage de container lui permettant d'améliorer les conditions de travail de ses collaborateurs, d'augmenter la quantité produite de container et notamment la productivité pour les marchés du recyclage et PET (polyéthylène téréphtalate recyclé). L'entreprise chargée de la prestation réalisation et mise en place d'une ligne d'assemblage de container est implantée à Longué-Jumelles.

Ce projet est essentiel dans le cadre de la modernisation de leur appareil productif pour les raisons suivantes :

- 1- Augmenter la productivité et faciliter les conditions de travail ;
- 2- Augmenter la croissance de l'entreprise et le chiffre d'affaires ;

Le projet d'investissement se décompose comme suit :

Poste	Montant € (HT)
Ligne assemblage	69 080 €
Conformité	2 520 €
<b>TOTAL</b>	<b>71 600 €</b>

L'aide financière, au titre de la modernisation de l'appareil productif peut être calculée comme suit :

Montant éligible	71 600 € HT
Taux d'aide accordé par la CA SVL	30 %
<b>Montant de l'aide allouée par la CA SVL</b> <i>(plafonné à 30 000 €)</i>	<b>21 480€</b>

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au bureau d'une partie de ses attributions,

**Vu** le budget primitif 2020 adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019,

**Vu** la décision du Bureau Communautaire n° 2018-128-DB du 25 octobre 2018, approuvant le règlement d'aide financière à la modernisation de l'appareil productif des entreprises et la délibération n° 2020-036-DC du Conseil Communautaire en date du 11 juin 2020 approuvant l'évolution dudit règlement d'intervention relatif à la modernisation de l'appareil productif suite à la crise sanitaire du Covid-19 ;

**Considérant l'exposé ci-dessus,**

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques avec la société ACP et d'accorder le versement d'une subvention de 21 480 euros pour son projet d'investissement, dans le cadre du dispositif d'aides aux entreprises – Volet « Modernisation de l'Appareil Productif » ;

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 39 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 3ème trimestre 2020



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.4 interventions économiques – 7.4.1 aides au développement économique de droit commun (art L 1511-2 du CGCT)
-------------------	--------------------	--

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*